

La Presse

I . La Presse. 1836-07-15.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

Les abonnements partent des
1 et 15 de chaque mois.

PARIS, RUE SAINT-GEORGES, N. 16.

ÉTRANGER.

AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE.

NOUVELLES DU TEXAS.

On a reçu ce matin, au café de l'Amérique du Nord et du Sud, des journaux de Charlestown jusqu'au 19 du mois; les nouvelles du Texas vont jusqu'au 20 mai. On ajoutait peu de foi à la sincérité des Mexicains dans leurs démarches pour reconnaître l'indépendance de l'état du Texas. On assure hautement qu'ils ont voulu uniquement gagner du temps, et que dans quatre mois ils rentreront au Texas avec non moins de dix mille hommes. Les prisonniers mexicains avaient demandé qu'on fit mourir Santa Anna; mais on ne donne pas de raisons plausibles de cette antipathie à l'égard d'un homme qui a joué de la plus grande popularité dans une armée créée par la révolution. D'ailleurs tous ces rapports arrivent par la voie de la Nouvelle-Orléans, et sont si vagues et si contradictoires qu'on ne peut rien en conclure. Santa Anna a dû se rendre à Velasco avec le cabinet texien : on le dit très abattu et découragé, et fortement alarmé de sa sûreté personnelle. (True Sun.)

ESPAGNE.

Le Royal-Tar a quitté Saint-Sébastien le 7, et est arrivé à Falmouth ce 10 courant. Les nouvelles qu'il a apportées sont favorables à la cause de la reine. Une lettre de Saint-Sébastien, datée du 7 juillet et venue par ce navire, porte ce qui suit :

« Un grand nombre d'officiers partent en congé, ce qui me fait supposer que nous resterons sur la défensive. Le point le plus intéressant pour les opérations paraît être l'ouest dans la direction des Asturies. C'est une excellente tactique des carlistes, qui, pouvant laisser assez de monde pour protéger leurs lignes ici, font diversion et appellent ailleurs notre attention. Le général Espars, les poursuit dans les Asturies, et s'ils ne reçoivent pas de renforts, ils seront infailliblement coupés. Les carlistes sont plus redoutables que vous ne le pensez, et ce n'est pas plus une douzaine de victoires qu'une seule qui pourra les anéantir. L'effet moral de l'influence anglaise n'est pas aussi fort qu'on aurait pu le croire, et notre légion n'est point assez nombreuse pour rendre de grands services. Nous faisons maintenant le service sur les hauteurs avec les troupes de la marine royale. »

— Les officiers renoncent au service de la légion anglaise malgré tous les moyens employés pour les retenir. Le général Lemarchand a été cependant envoyé par le général Evans en Angleterre, avec la mission spéciale de tâcher d'obtenir de notre gouvernement la garantie de la solde à venir de l'expédition. (Morning-Post.)

GRANDE-BRETAGNE.

CHAMBRE DES LORDS. — Fin de la séance du 11.

Le lord chancelier entre dans de longs développements sur l'anomalie des lois existantes relatives à la contrainte par corps; il prétend que l'adoption du principe du bill, conciliant à la fois les droits du créancier et les prescriptions de l'humanité pour le débiteur, rendrait la justice égale pour tous deux, et serait très-utile au pays.

Le duc de Wellington, en reconnaissant l'importance de la modification proposée, trouve cependant de si importantes modifications à la loi des propriétés dans le projet ministériel, qu'il lui semblerait peu convenable de s'en occuper à une époque aussi avancée de la session; la mesure renferme tant de détails, qu'au lieu d'être formulée dans un bill, elle pourrait l'être dans six. Après avoir rappelé que le droit d'arrestation d'un débiteur ne pouvait être exercé que lorsque celui-ci cherchait à quitter le pays, le noble duc exprime l'opinion que non-seulement les classes mercantiles, mais même les boutiquiers et autres, sont tout-à-fait intéressés à avoir une certaine puissance sur la personne de leurs débiteurs. Sa seigneurie engage la chambre à ajourner la prise en considération du nouveau bill à trois semaines. Lord Abinger parle dans le même sens. L'amendement est adopté à une majorité de 46 voix contre 22, et la deuxième lecture du bill est ajournée. Les bills d'enregistrement des naissances, mariages et décès, sont lus pour la deuxième fois sur la motion de lord Melbourne; mais l'archevêque de Cantorbéry et lord Ellenborough se réservent le droit de présenter des amendements dans le comité.

(Par voie extraordinaire.)

Séance du 12 juillet.

L'ordre du jour est la formation de la chambre en comité, sur le bill de commutation des dîmes pour l'Angleterre.

L'évêque d'Exeter soutient qu'à moins d'être amendé par LL. SS., ce bill serait extrêmement préjudiciable aux intérêts de l'église. Le révérend prêtre entre dans le détail des dispositions qui lui paraissent conçues dans ce mauvais esprit. Il s'élève surtout contre la clause qui fixe d'une manière permanente les salaires des membres du clergé.

Lord Ellenborough se prononce en faveur de la mesure moyennant quelques modifications.

Une discussion assez animée s'élève sur la clause relative aux pouvoirs des commissaires qui seraient chargés de veiller à l'exécution du bill.

Lord Ellenborough propose un amendement tendant à demander que la nomination de ces commissaires soit confiée à la couronne, au lieu d'appartenir, ainsi qu'il est dit dans le projet, au ministre de l'intérieur.

Après un court débat, cet amendement est adopté.

Les clauses suivantes jusqu'à la vingt-unième sont votées sans opposition.

La discussion en était là, lorsqu'a eu lieu le départ du courrier.

CHAMBRE DES COMMUNES. — Fin de la séance du 11.

Le rapport sur le bill de l'église d'Irlande est adopté. La troisième lecture est fixée à vendredi. M. Goulburn se plaint du bill pour l'abolition des dîmes personnelles, présenté il y a quelques jours. Le procureur-général entre dans quelques explications à cet égard; les seules dîmes dont on propose l'abolition sont celles qui grevaient le travail manuel. Sur la motion de la formation de la chambre en comité pour examiner le bill des droits de timbre, le chancelier de l'échiquier, en réponse aux observations de M. Wakley, déclare que dans ce bill il n'est pas une seule clause qui impose la plus légère restriction de la liberté de la presse. Il ajoute que l'intention du gouvernement est d'imposer à un denier les journaux qui en vertu de la loi actuelle paient un droit de timbre de quatre deniers. Afin d'éviter des embarras aux propriétaires des journaux, trop nombreux souvent pour être inscrits au bureau du timbre, il a été proposé que deux des propriétaires seulement représenteraient la communauté. En général, le gouvernement s'attache à laisser le plus de liberté possible aux éditeurs des journaux.

M. Buller propose d'enregistrer les noms de tous les propriétaires des journaux au bureau du timbre, au lieu de réduire le nombre des inscriptions à un certain chiffre; une longue discussion s'élève sur cette proposition, et il est décidé à la fin que quelque modification à la clause primitive est reconnue nécessaire, elle sera proposée lors du rapport. La chambre dispose ensuite que l'amende de 20 liv. sterl. appliquée à tout individu détenteur d'un journal non timbré ne sera payable que dans le cas où le détenteur saurait qu'il est en contravention et contreviendrait à dessein aux règlements. Une clause est adoptée portant qu'il ne sera pas délivré de papier avec timbre à l'éditeur d'un journal qui n'aura pas acquitté fidèlement les droits. La chambre s'ajourne à une heure du matin.

La séance du 12 n'a offert aucun intérêt.

DUBLIN. — RÉUNION DE L'ASSOCIATION NATIONALE. — Le secrétaire a donné lecture d'une lettre de M. O'Connell, dans laquelle nous avons trouvé le passage suivant :

« Le premier obstacle à vaincre, c'est la faction tory, ayant à sa tête Stanley, Peel et Wellington. Nous les connaissons bien; nous savons que Peel et Wellington étant ministres ont nommé lord Haddington lord lieutenant d'Irlande, parce que son peu d'esprit et une absence complète de principes en faisaient un instrument d'oppression pour l'Irlande. L'étendard avec cette inscription : *Point de papisme*, a flotté sur la tête du peuple irlandais. Tous les bigots, tels que Shaw, Lefroy, Jackson, ont été promus à des fonctions et récompensés suivant que leur haine ou leurs ressentiments contre l'Irlande étaient plus implacables. Que le cri d'association retentisse donc dans toute l'Irlande, protestants, catholiques, presbytériens, dissidents, associez-vous paisiblement, légalement, constitutionnellement; que tout homme s'associe ou renonce à son caractère. Je n'ai jamais désespéré de rien dans les temps les plus mauvais; je connais trop bien mes concitoyens pour douter du succès. Nous avons avec nous de puissants et d'énergiques alliés, qui, de saints alliés, nous ne sommes pas le nom, mais par la nature. I. Nous avons pour nous le nom révérend du roi. Lisez son discours prononcé à l'ouverture du parlement. II. Nous avons pour nous le gouvernement du roi, qui nous dit de ne point nous désespérer. III. Nous avons pour nous le gouvernement de lord Mulgrave en Irlande, rendant justice à tous. IV. Les corporations d'Angleterre. V. La richesse, l'intelligence, la puissance, le patriotisme et l'énergie de la métropole. La corporation de Londres et les habitants de Westminster, Southwark, Lambeth, Finsbury, Towerhamlets et Mary-le-Bone, ainsi que leurs représentants, à l'exception d'un seul, sont pour nous. VI. Nous avons pour nous le peuple brave, patriote et intelligent de l'Ecosse. VII. La chambre des communes avec une majorité sans cesse croissante. Nous comptons dans nos rangs un sixième des représentants de la nation. »

Rappelez-vous toujours les trois grands objets que nous nous proposons : 1. conserver et soutenir le gouvernement du roi; lord Melbourne en Angleterre; lord Mulgrave, nom honoré, en Irlande; 2. maintenir autant que nous pouvons la paix, l'ordre public, la tranquillité, en nous abstenant de toute violation de la loi; 3. obtenir une solution satisfaisante de la question des dîmes, ainsi qu'une réforme municipale sur la même base que celle de l'Angleterre et de l'Ecosse.

« Que notre association soit indépendante de toute autre réunion ou société suivant ce même but; qu'elle soit fondée sur la route de la justice pour l'Irlande. Et pour joindre la pratique à la théorie, je vous envoie pour moi, ma famille et mes enfants, ma rente de 1836. »

Réunissez-vous chaque semaine; discutez en comité les points sur lesquels d'honnêtes gens peuvent différer d'opinion; qu'il y ait entre vous harmonie et union; que vos efforts ne se ralentissent pas!

« J'ai l'honneur, etc. — Signé, D. O'Connell. »

OPINION DES JOURNAUX ANGLAIS SUR LE PROCÈS D'ALIBAUD.

On lit dans le Standard :

« La conduite du gouvernement français à l'occasion du procès d'Alibaud est absurde. Il n'avait pas le pouvoir d'empêcher les fanfaronnades d'Alibaud; mais la nature de sa défense réveille des pensées plus graves. C'est une preuve de plus de la corruption des esprits en France. La littérature de nos voisins, leurs drames, leurs spectacles n'offrent que des actes dépravés, des meurtres; et dans le discours de ce misérable (Alibaud), on traite avec gravité les mêmes sujets, qui pour l'ordinaire servent aux plaisirs des Parisiens. Il est parmi nous des gens qui accordent à la presse française une supériorité de talent sur la nôtre. Cela peut être vrai; mais les écrivains français n'en sont que plus coupables de ne pas chercher à inspirer à leurs lecteurs un plus haut degré de moralité. Tant qu'ils ne changeront pas de culte et de divinité, il faut nous attendre à voir se renouveler des doctrines semblables à celles d'Alibaud. »

— On lit dans le Courier :

« Louis-Philippe n'est pas un tyran comme César. Il agit d'accord avec les représentants du peuple; et si la charte ne permet pas que la volonté du roi soit contrôlée, il faut blâmer la charte, et non le roi. Louis-Philippe a toujours été soutenu par la grande majorité des députés. Sa politique a été approuvée par la majorité du pays. Ainsi un attentat à sa vie est à la fois un crime contre la liberté et contre la morale. Mais Alibaud et les hommes de cette classe ne font pas une pareille distinction. Alibaud a frappé Louis-Philippe parce qu'il n'agissait point conformément à ses vues. Comme nous savons qu'il y a plusieurs milliers de jeunes gens en France dont l'esprit est perverti par une fausse intelligence de l'histoire, quoique moins fortement que ne l'était l'imagination d'Alibaud, nous ne pouvons que déplorer l'officiuse intervention de M. Giquet, qui n'a servi qu'à faire lire avec plus d'avidité la justification d'un meurtre prémédité. »

— On lit dans le True-Sun :

« Nous donnons aujourd'hui la défense d'Alibaud, ou plutôt la partie de la défense que ses juges lui ont permis de prononcer; il est superflu de dire que son langage a été aussi hardi que son action; mais nous ajouterons qu'en outre, Alibaud a été éloquent; et ce qui le prouve, c'est que ses juges ne lui ont pas permis d'achever son discours. Ce mépris de tous les droits ne s'est pas arrêté là. On a défendu aux journaux de reproduire le peu de paroles qu'on avait laissé prononcer à Alibaud. Quelques-uns se sont soumis silencieusement, d'autres en protestant. Un petit nombre seulement a eu le courage de braver cette injonction illégale. »

AFFAIRE CHURCHILL.

Nous avons annoncé hier, d'après des renseignements certains, la conclusion de l'affaire Churchill par le renvoi du reiss-effendi. Le Temps, dans son numéro de ce matin, assure que cette nouvelle était prématurée. Il se fonde sur les doutes émis par le Morning-Chronicle et le Sun. Mais le Sun et le Morning-Chronicle, arrivés ce soir à Paris, annoncent que le renvoi définitif du reiss-effendi par le sultan, sur la demande de lord Ponsonby, est confirmé par de nouvelles dépêches envoyées au Foreign-Office. Ces deux journaux proclament fièrement les importants résultats de l'énergie de lord Ponsonby pour toute la population franque en Turquie. La Gazette d'Augsbourg confirme également cette nouvelle et y ajoute des réflexions dans le même sens que les journaux anglais.

FRANCE.

PARIS, 14 JUILLET.

NECESSITÉ D'UNE ENQUÊTE AGRICOLE.

Avant que les souvenirs de la discussion sur la loi des douanes ne se soient effacés, nous nous hâtons de remettre en lumière une opinion émise à la chambre des pairs par M. le baron de Morogues, sur la nécessité d'une enquête agricole.

A part l'importance qui se rattache à cette grande mesure, nous regardons comme un devoir pour nous d'offrir l'appui de ce journal à un honorable membre de la pairie, que de longs et graves travaux auraient dû protéger suffisamment contre les agressions d'une polémique peu mesurée. Ce que M. de Morogues a demandé de profitable au pays, dans les discours successivement prononcés par lui à la tribune dans le cours de la session, devait lui faire trouver grâce pour les développements peut-être inconsidérés qui ont accompagné le travail de ses derniers chiffres.

Son discours sur les douanes mérite de survivre, sous tous les rapports, aux circonstances qui l'ont fait connaître. M. de Morogues a été économiste avant d'être pair de France; il a médité vingt ans dans son cabinet et approfondi dans ses livres les sujets qu'il traite.

C'est un avantage que n'ont pas un grand nombre d'hommes parlementaires. Ajoutez à cela que l'honorable pair de France a été toute sa vie très bien placé pour voir et pour réfléchir. Membre du conseil général de son département, il avait pour centre de ses études spéculatives une des plus belles terres du département du Loiret, entre la Beauce et la Sologne, pays d'expérimentations si diverses, que l'ordonnance du roi est venue le surprendre il y a un an; il y a un an, l'ancien préfet du Loiret, le fondateur de la Revue britannique, livrait à la couronne le nom de M. de Morogues. C'était un legs précieux à la science, quoi qu'on en puisse dire, que nous laissions M. Saulnier, dans le triste pressentiment où il était déjà peut-être qu'il devait mourir bientôt après.

M. Saulnier et M. de Morogues, attirés par un entraînement égal vers les questions d'économie, baignaient aussi sur une même base la statistique. Toutes les théories de M. de Morogues, comme les hypothèses de M. Saulnier, ont pour point de départ les chiffres. C'est pour donner à la puissance arithmétique matière à s'exercer que M. de Morogues implore aujourd'hui une enquête agricole. Ce n'est pas notre pensée, mais bien la sienne que nous allons mettre en œuvre.

M. de Morogues a son idée fixe (aujourd'hui quel est le théoricien qui n'a pas la sienne?) c'est de livrer la guerre aux principes de la liberté commerciale, dont il appelle les partisans des économistes romanciers. La Presse tâchera de se défendre de tout esprit de système, de toute idée fixe, en matière de sciences positives. Elle a fait un appel aux lumières de tous, pour jeter sur toutes les questions le plus de jour possible. Elle respectera son programme. Elle accueille le vœu de M. de Morogues,

cela se vendit jusqu'au dernier exemplaire; il n'y eut que ceux de Napoléon qui s'écroulèrent difficilement, ils arrivaient après la contemporanéité.

L'école positive cria que tout cela était un grand malheur : qu'on n'apprenait rien de réel ni de solide dans les romans historiques et avec les mémoires apocryphes; que c'étaient des branches fausses et bâtarde, qui n'appartenaient à aucun genre de littérature, et que ce qui restait de ces rapsodies dans la tête de ceux qui les avaient lues ne servait qu'à leur donner une fausse idée des hommes et des choses, en les leur faisant envisager sous un faux point de vue; que d'ailleurs l'intérêt dans ces sortes de productions était toujours absorbé par le personnage d'imagination, et que par conséquent c'était la partie romanesque qui faisait le plus de souvenirs. On leur opposa Walter Scott, qui certes a plus appris à ses compatriotes de faits historiques avec ses romans, que Hume Robertson, et Lingard avec leurs histoires. Ils répondirent que cela était vrai, mais que nous n'avions rien fait qui pût se comparer à ce qu'avait fait Walter Scott; et sur ce point ils avaient raison. En conséquence, ils renvoyaient impitoyablement aux chroniques mêmes; et sur ce point ils avaient tort.

A moins d'une étude particulière de langue que tout le monde n'a pas le temps de faire, et qui cause une fatigue que les hommes spéciaux ont seuls le courage de supporter, nos chroniques sont assez difficiles à lire depuis Villehardouin jusqu'à Joinville, c'est-à-dire de la fin du douzième siècle à la fin du quatorzième; et cependant dans cet intervalle sont compris les règnes les plus importants de notre troisième race monarchique; c'est l'époque où le monde chrétien de saint Louis succède au monde païen de Charlemagne; la civilisation romaine s'efface, la civilisation française commence; la féodalité a remplacé la cheffainerie; la langue se forme à la rive droite de la Loire; l'art revient d'Orient avec les croisés; les basiliques croulent, et les cathédrales s'élèvent, les femmes marquent dans la société les places qu'elles y occuperont un jour; le peuple ouvre les yeux à la lumière politique; les parlements s'établissent; les écoles se fondent; un roi déclare que, puisqu'ils sont francs de nom, les Français doivent naître francs de corps; le salaire succède au serfage, la science s'allume, le théâtre prend naissance, les états européens se constituent, l'Angleterre et la France se séparent, les ordres chevaleres-

INTRODUCTION A NOS FEUILLETONS HISTORIQUES.

L'histoire de France, grâce à MM. Mézeray, Velly et Anquetil, a acquis une telle réputation d'ennui, qu'elle en peut disputer le prix avec avantage à toutes les histoires du monde connu; aussi le roman historique fut-il chose complètement étrangère à notre littérature, jusqu'au moment où nous arriverent les chefs-d'œuvre de Walter Scott. Je dis étrangère, car je ne présume pas que l'on prenne sérieusement pour romans historiques le Siège de la Rochelle, de Mme de Genlis, et Mathilde ou les Croisades, de Mme Cottin. Jusqu'à cette époque nous ne connaissions donc réellement que le roman pastoral, le roman de mœurs, le roman d'alcove, le roman de chevalerie, le roman de passion et le roman sentimental. L'Astrée, Gil Blas, le Sofa, le Petit Jehan de Saintré, Manon Lescaut, et Amélie Mansfield furent les chefs-d'œuvre de chacun de ces genres.

Notre étonnement fut donc grand en France, lorsqu'après avoir lu Ivanhoe, le Château de Kenilworth, Richard en Palestine, nous fûmes forcés de reconnaître la supériorité de ces romans sur les nôtres. C'est que Walter Scott, aux qualités instinctives de ses prédécesseurs, joignait les connaissances acquises; à l'étude du cœur des hommes, la science de l'histoire des peuples; c'est que, doué d'une curiosité archéologique, d'un coup-d'œil exact, d'une puissance vivifiante, son génie résurrectionnel évoque toute une époque, avec ses mœurs, ses intérêts, ses passions, depuis Gurth, le gardien de porcs, jusqu'à Richard, le chevalier noir; depuis Michael Lambourne, le spadassin, jusqu'à Elisabeth, la reine régnante; depuis le chevalier du Léopard, jusqu'à Soliman, le royal médecin. C'est que, sous sa plume, enfin, hommes et choses reprennent vie et place, à la date où ils ont existé, et que le lecteur se trouve insensiblement transporté au milieu d'un monde complet, dans toutes les harmonies de son échelle sociale, qu'il se demande s'il n'est pas descendu par quelque escalier magique dans un de ces mondes souterrains, comme on en trouve dans les Mille-et-une Nuits.

Mais nous ne nous rendrions point ainsi tout d'abord, et nous crûmes long-temps que cet intérêt inconnu que nous trouvions dans les romans de Walter Scott tenait à ce que l'histoire d'Angleterre offrait une

événements plus de variété que la nôtre. Nous préférons attribuer la supériorité que nous ne pouvions nier à l'enchaînement des choses plutôt qu'au génie de l'homme; cela consolait notre amour-propre, et mettait Dieu de moitié dans notre défaite. Nous étions encore retranchés derrière cet argument, nous y défendâmes le moins mal qu'il nous était possible, lorsque Quentin Durward parut et battit en brèche le rempart de nos paresseuses excuses. Il fallut dès-lors convenir que notre histoire avait aussi ses pages romanesques et poétiques; et, pour comble d'humiliation, un Anglais les avait lues avant nous, et nous ne les connaissions encore que traduites d'une langue étrangère.

Nous avons le défaut d'être vaniteux; mais en échange nous avons le bonheur de ne pas être entêtés : vaincus, nous avouons franchement notre défaite par la certitude que nous avons de rattraper quelque jour la victoire. Notre jeunesse, que les circonstances graves de nos derniers temps avaient préparée à des études sérieuses, se mit ardemment à l'œuvre : chacun s'enfonça dans la mine historique de nos bibliothèques, cherchant le filon qui lui paraissait le plus riche : Buchon, Thierry, Barante, Sismondi et Guizot en revinrent avec des trésors qu'ils déposèrent généreusement sur nos places publiques, afin que chacun pût y puiser.

Aussitôt la foule se précipita sur ce minerai, et pendant quelques années il y eut un grand gaspillage de pourpoints, de chaperons et de pou-laines; un grand bruit d'armures, de heaumes et de dagues; une grande confusion entre la langue d'Oïl et la langue d'Oc. Enfin, du creuset de nos alchimistes modernes sortirent Cinq-Mars et Notre-Dame de Paris, deux lingots d'or pour un mouceau de cendres.

Cependant les autres tentatives, tout incomplètes qu'elles étaient, produisirent du moins un résultat, ce fut de donner le goût de notre histoire : mauvais, médiocre ou bon, tout ce qui fut écrit sur ce sujet fut à peu près lu, et lorsqu'on connut les noms de nos chroniqueurs, on se figura que l'on connaissait leurs chroniques. Chacun alors passa de la science de l'histoire générale au désir de connaître l'histoire privée : cette disposition d'esprit fut habilement remarquée par les Ouvriers littéraires; il se fit aussitôt une immense commande de mémoires inédits; chaque

non parce qu'il émane du système protecteur, mais parce qu'il rentre au plus haut degré dans son système, à elle, de regarder au fond de toutes les théories sociales dans l'espoir d'y trouver un aperçu utile ou un renseignement.

M. de Morogues part de ce point que, si l'enquête commerciale a été jugée nécessaire, l'enquête agricole l'est à plus forte raison. L'agriculture, dit-il, occupe directement la moitié de la population de la France; la fabrication des tissus, qui a paru mériter une enquête, n'en occupe pas un trentième; la fabrication des fers, verres et poteries n'en occupe pas un centième. Laissons-le parler lui-même:

« J'ai entendu quelques personnes se plaindre des enquêtes déjà faites. Selon elles, les enquêtes n'ont rien produit, elles n'ont point eu de résultat; elles ont agité la presse et la France. Ce sont là de graves erreurs, les enquêtes industrielles ont eu d'immenses résultats: elles ont démontré le danger des prohibitions et l'absurdité du système de la liberté illimitée du commerce, que nul homme raisonnable n'oserait plus défendre aujourd'hui, ainsi que, naguère, beaucoup de gens très sages prétendaient encore pouvoir le faire; elles ont fait connaître l'état de notre industrie, dont les intérêts véritables se sont manifestés au milieu des erreurs que plusieurs réponses avaient pour but de répandre; elles ont démontré que beaucoup de nos fabricants ont, relativement à l'importance de l'agriculture et de ses ressources, des idées fausses qu'il importe de dissiper; elles ont rendu un immense service au gouvernement, en portant les esprits vers l'étude des intérêts industriels.

« Il ne faut pas, nous a-t-on dit, habituer les producteurs à croire que le gouvernement peut faire quelque chose pour eux. Et qu'ont donc fait Sully et Colbert pour inscrire leurs noms dans l'histoire, si ce n'est d'avoir donné par leurs lois un grand appui à l'agriculture et à l'industrie? Louis IX, Louis XII, Henri IV, Louis XVI ont sans cesse présents dans la pensée des cultivateurs qu'ils ont protégés. Louis XIV et le régent ne seront jamais oubliés par ceux qui savent apprécier l'industrie et la science. A quoi les grands ministres qui se sont illustrés en Angleterre, en portant si haut sa puissance, se sont-ils donc appliqués, si ce n'est à faire de ce pays le pays le plus producteur du monde?

« Qu'est-ce donc que gouverner, si ce n'est protéger et soutenir les intérêts de tous les citoyens? Et de quoi composerez-vous ces intérêts, si vous en excluez ceux des principaux producteurs nationaux?

« Au nord comme à l'ouest du royaume, toutes nos associations, toutes nos sociétés, tous nos comices agricoles s'accordent pour signaler la détresse de nos cultivateurs: au Havre comme à Toulouse, les mêmes plaintes se font entendre; habitant du centre de la France, j'y vois partout les meilleurs agriculteurs gémir sur leur souffrance. Les uns abandonnent leurs exploitations après s'être ruinés pour les soutenir; les autres ne les continuent qu'en réduisant à moitié leurs fermages; beaucoup s'offrent aux propriétaires pour diriger des travaux dont ils sont devenus incapables de supporter les frais. Les fermages à portion de fruits, si rarement favorables aux améliorations agricoles, remplacent forcément en beaucoup de lieux le fermage à prix d'argent, bien plus utile pour accroître l'émulation des cultivateurs.

La souffrance du commerce des vins dans l'Orléanais en particulier a pour cause, selon M. de Morogues, la réduction de la consommation, et non le défaut de commerce extérieur. L'accroissement de notre consommation intérieure peut seule lui venir en aide aux pays de vignobles. Une autre remarque de M. de Morogues est celle-ci: jamais notre débit à l'étranger ne nous a enlevé plus d'un vingtième du produit de nos vignobles. Il s'en consomme les deux tiers sur les lieux. Enfin il arrive à cette conclusion, que l'engorgement de nos caves et de nos magasins ne vient pas de la surabondance de nos récoltes; mais de la pauvreté des agriculteurs.

En résumé, l'enquête agricole demandée par M. de Morogues a pour but de s'enquérir des causes qui portent obstacle à l'agriculture, de celles qui ralentissent ses progrès, et des moyens d'y remédier.

Elle doit avoir pour objet, non seulement tout ce qui concerne la grande culture et la conservation des bois, mais la moyenne et la petite culture.

Elle doit porter notamment sur les produits du sol que nous pouvons obtenir chez nous et que nous importons du dehors.

Elle doit faire connaître enfin les causes qui s'opposent à nos exploitations minières et métallurgiques.

« La France, dit M. de Morogues, renferme une multitude de granits, de porphyres, de marbres, que l'antiquité lui eût enviés; et que les richesses de la Thébaine, de la Grèce et de Rome ne surpassent pas. Elle possède de nombreuses tourbières, des mines de soufre et de bitume, dont l'exploitation est à peine tentée; d'abondantes mines de cuivre et de plomb qui ont été abandonnées, ainsi que nos exploitations de zinc et d'antimoine; notre sol recèle de l'étain, du cobalt, du manganèse, que nous n'extrayons pas et que nous achetons à l'étranger; nous avons quelques mines d'or et d'argent qui, bien moins avantageuses que les mines de fer, ne nous produisent rien. Nos mines de fer et de houille, qui devraient faire une portion très importante de notre richesse, sont en partie abandonnées et en partie en souffrance; leurs exploitations avaient fait de rapides progrès sous la protection qui leur était accordée: on dirait que l'on s'est lassé de leur prospérité, ou qu'une jalousie mesquine a dicté la loi qui, en restreignant leur protection, restreindra les efforts de ceux qui les possèdent.

La détresse de l'agriculture, qui se fait sentir plus que jamais à l'époque dont nous parlons, exige une prompte mesure; car tout le monde sait, et on en convient dans les deux chambres, que le prix du *revient* de ses denrées est au-dessous du prix de vente.

L'enquête agricole peut seule fournir les moyens d'atténuer un pareil malheur. S'il est réel, il faut qu'il soit soulagé; si les habitants de nos campagnes ont tort de se plaindre, il faut mettre en évidence l'injustice de leur plainte.

L'enquête sera difficile, elle n'est pas nécessaire, a-t-on objecté.

Peu importe qu'elle soit difficile si elle est possible. Elle a paru possible en Angleterre, car le parlement britannique vient d'en prescrire une.

Voici le moyen d'exécution:

Les préfets dans les départements, les sous-préfets dans les arrondissements, réuniront les maires des communes rurales.

Les notaires des villes et des campagnes seront consultés.

Les sociétés d'agriculture et les comices agricoles donneront leur avis.

Les principaux exploitants des champs, des vignes, des vergers, des forêts, des mines, des carrières seront entendus.

Les prix de *revient* de chaque localité sont déterminés, car ces prix varient comme les productions elles-mêmes, selon la nature du sol et du climat; ils varient d'un canton à l'autre, souvent même de commune à commune.

Une commission centrale choisie à cet effet, et placée près du gouvernement, réunira tous les documents qu'elle aura recueillis par ces voies. Elle nommera dans son sein, ou ira chercher au dehors, des hommes spéciaux qui seront chargés d'en faire le dépouillement, de les coordonner, de les compléter, et d'en tirer des connaissances positives.

La même commission aura encore à se procurer tous les renseignements qui la mettront à même de comparer les méthodes de productions et les prix de *revient* en France et à l'étranger.

Il est impossible qu'il ne ressorte pas d'un tel travail les documents les plus précieux pour remédier au mal existant, et réaliser le progrès désirable.

« Vous ne voudrez pas, disait M. de Morogues à la chambre des pairs, vous ne voudrez pas, après avoir accordé à nos fabricants la faveur d'une enquête dans laquelle toutes les voix ont été écoutées, que le gouvernement dise aux agriculteurs, comme Louis XIV aux Hollandais: *Nous traiterons de vous, chez vous, et sans vous*. Partisan zélé des progrès agricoles, ajoutait l'orateur, devant peut-être aux soins que je leur ai donnés l'honneur de siéger parmi vous, j'ose vous conjurer d'écouter les cris de douleur des cultivateurs, dont la gêne se reflète sur tout ce qui les entoure.

Quand la cause de l'agriculture ne serait pas celle des propriétaires et des industriels eux-mêmes (puisque la détresse des cultivateurs tarit les autres sources du commerce national), l'enquête agricole, étendue aux produits minéralogiques et métallurgiques, n'en devrait pas moins être ordonnée, puisqu'elle intéresserait encore plus de la moitié de la population.

MONITEUR DU 14 JUILLET.

La partie officielle contient:

1. L'approbation donnée par le roi à un rapport de M. le ministre de la guerre, qui propose de prélever sur les fonds du matériel du génie la somme nécessaire pour élever un monument au général Dampierre, tué au moulin d'Antin au moment où il venait d'être appelé au commandement de l'armée du nord, réorganisée et sauvée par ses soins, à la suite de l'effroyable perturbation causée par la défection de Dumouriez;

2. Une ordonnance portant que la septième chambre du tribunal de la Seine consacra ses audiences à juger, concurremment avec la sixième, les affaires de police correctionnelle, et qu'une chambre temporaire s'occuperait des autres affaires précédemment attribuées à la septième: cette chambre sera composée de MM. Rigal, Casenave, Legonidec, de Saint-Albin, Prud'homme et Picot;

3. Une ordonnance de nomination de juges de paix et de juges de première instance.

Correspondance particulière de LA PRESSE.

Bayonne, 10 juillet 1836.

Le général Cordova a quitté Pampelune le 8, et s'est rendu en toute hâte à Logrono, où l'on assure que quelques régiments de la reine ont refusé de marcher contre les carlistes, donnant pour raison de cette insubordination l'état de dévouement dans lequel l'armée se trouve depuis quatre mois. Le général a commencé par engager sa propre fortune pour apaiser cette sédition; il doit ensuite adopter le parti, ou de faire décamer les troupes qui ont désobéi, ou leur adresser une proclamation dans laquelle il annoncera que tous ceux qui ne voudront pas continuer à soutenir la cause de la reine seront libres de se retirer. Quel qu'il en soit, les nouvelles de l'armée sont fort mauvaises; il y règne un découragement très grand provoqué par le défaut d'argent et l'immensité du progrès du carlisme dans le Bas-Aragon. Ne vous attendez donc à aucune action engagée par Cordova; la campagne est manquée.

Quant à l'expédition de Gomez dans les Asturies, tout ce qu'on en sait, c'est qu'elle était parvenue à Potes le 2 juillet, après avoir battu et dispersé toutes les troupes qui avaient voulu s'opposer à sa marche. On assurait aujourd'hui que le général Manso, capitaine général de la Vieille-Castille, s'était porté vers cette direction, et qu'il bloquait Gomez dans l'espèce de cul-de-sac formé par les montagnes escarpées qui entourent le village de Potes.

On parle du départ du général Bernelle, et de sa rentrée en France. Cette circonstance a, dit-on, empêché Mme Bernelle d'accompagner la sœur du général Cordova à Bayonne. Elle rentrera avec son mari, et l'on est maintenant à chercher un général français pour remplacer M. Bernelle.

Quoi qu'on dise et qu'on fasse, il est à peu près certain que le ministère Isturiz aura la majorité dans les élections, et c'est pour s'en être trop exclusivement occupé qu'il faut attribuer les tentatives des factieux pour étendre l'insurrection; tentatives, d'ailleurs, qui avaient en outre pour cause la grande disette qui existe dans les provinces basques, et le désir d'aller piller sur de nouveaux points.

Le bateau à vapeur anglais le *Royal-Tar* est arrivé le 4 à Saint-Sébastien, et y a débarqué une grande quantité de matériel que les Anglais avaient à Santander. « Nous sommes en extase, dit une lettre de Saint-Sébastien, de tout ce que voient les flancs du *Royal-Tar*, et nous ne pouvons pas deviner à quoi peuvent servir les nombreux effets qu'on débarque; car la plus grande partie ne peut pas servir contre la faction et ne doit pas être utile à la division du général Evans. Cependant on annonce des arrivages de même nature; nous verrons bien et le temps éclaircira tout ce qui n'est pas explicable pour le moment.

Trois colonels attachés à la légion britannique ont encore donné leur démission, et sont partis pour l'Angleterre: ce sont MM. Kirby, O'Connell et le lord William; ce dernier a reçu mission de recruter des officiers pour remplir les vides laissés par les nombreux départs.

J'ai appris que J.-B. de Erro, ministre universel de don Carlos, était brouillé avec Ouvard depuis que celui-ci n'avait pu réussir à réaliser l'emprunt si pompeusement annoncé. Cette circonstance a décidé le prétendant à écrire au

baron Maurice de Haber pour avoir de l'argent; celui-ci, qui a des fonds engagés dans la cause carliste, a accepté avec empressement la nouvelle mission. Il est maintenant à Londres, très occupé à solliciter les notabilités toriées d'ouvrir encore leurs bourses à don Carlos; on conçoit qu'il prélèvera d'abord les 750,000 fr. qu'il a déjà avancés au prétendant.

DÉBATS DE LA PRESSE.

— Le *National* justifie l'ironie avec laquelle il traite les déclamations sur le régime, non pas que la question soit sérieuse comme politique et comme philosophique, mais parce que ces déclamations larmoyantes ou colériques sont à ses yeux des singeries, et n'expriment ni une pensée ni un sentiment sincères. La meilleure preuve est dans l'empressement de tout ce monde d'orateurs et d'écrivains à étouffer toute discussion sur ce sujet, dont la gravité provoque l'examen de tous les esprits sérieux. Les fanatiques, les hommes de foi, non plus que les hommes calmes, ne redoutent pas la discussion. Si la doctrine du régime républicain, comme on le dit, dans certaines têtes, s'imagine-t-on que les mesures prises pour étouffer la voix d'Alibaud, que le langage adopté par les courtisans de la royauté, soient de nature à détourner les esprits absolus de leurs résolutions? L'homme qui tue en vertu d'une logique. Il peut se tromper, il ne se trompe pas. On se fait tuer pour une erreur, jamais pour un mensonge. Les fanatiques regardent les déclamations comme des injures proférées par des ennemis, et ils n'en sont point convaincus. La discussion pourrait changer leurs sentiments si cette discussion avait quelque puissance.

— Le *Courrier français* signale l'imprudence des amis du pouvoir, qui, en s'attachant à prendre certaines opinions solidaires d'un crime isolé, ont conduit les légitimistes à demander compte de l'attentat du 25 juin, non pas à un parti révolutionnaire, mais à la révolution elle-même. Les agents du ministère public, en attribuant, comme conséquence, l'assassinat aux attaques dirigées contre le principe monarchique et l'inviolabilité royale, donnent le droit aux légitimistes de rapporter ce langage de celui des publicistes de la révolution qui admettent que l'insurrection d'en bas est le plus saint des devoirs quand la première insurrection part d'en haut. Ainsi, suivant la *Quotidienne*, ce ne sont plus les anarchistes combattus par le gouvernement actuel, c'est le président du conseil des ministres, ce sont tous ceux qui ont participé, par la révolution de juillet, à l'attentat commis contre l'ancienne dynastie, à répondre des attentats plus récents, mais non plus coupables, dirigés contre la royauté.

— Le *Journal du Commerce* critique le discours de M. Thiers sur le budget, prononcé le 4, et rapporté seulement dans le *Moniteur* du 11. M. Thiers avait dit à la tribune de la chambre des pairs que le trône de 1830 n'était pas fondé sur la souveraineté populaire, mais sur la majorité de la nation. Dans l'édition revue et corrigée, l'orateur dit: *Fondé sur la souveraineté du peuple bien entendue, c'est-à-dire sur la majorité parlementaire*. De là, il faut conclure que le trône doit tomber aussitôt que la majorité de la nation, ou mieux encore, la majorité parlementaire, viendrait à lui manquer. M. de Broglie avait fait du gouvernement un gouvernement de nécessité; M. Guizot lui a attribué la *légitimité de la raison*; et comme chacun a sa raison, qu'il préfère à toutes les autres, chacun aura le droit de contester la légitimité du gouvernement. La souveraineté du peuple, quand elle existe une fois en fait, est la source de tout droit. Et les hommes, qui ont tous respect pour le droit, obéissent plus volontiers à celui dont ils sont eux-mêmes les créateurs. Mais s'ils peuvent raisonner sur le droit, ils raisonnent et ils ne se croient plus obligés d'obéir. Quant à l'obéissance fondée sur la force ou sur le sentiment de l'intérêt, elle cesse aussitôt que l'intérêt ou la force ont cessé.

— Le *Constitutionnel* approuve les dernières nominations annoncées dans le *Moniteur*.

— Le *Temps* n'hésite pas à déclarer qu'il y a dans les dernières nominations une victoire pour les idées progressives. Cette victoire n'est pas bien grande sans doute encore, et les nominations sont bien peu nombreuses; mais un pas est fait, il faut bien s'en contenter. Il espère que bientôt une promotion de pairs et quelques mutations à peu près certaines viendront compléter et assurer ce mouvement politique et administratif, et que, Dieu et les élections aidant, nous verrons enfin la révolution de juillet un peu moins honnie.

— L'*Impartial* félicite le ministère du 22 février de se séparer des doctrines par un respect pour la loi dont l'attentat du 25 juin ne les a pas fait sortir, et de continuer ainsi la politique de Casimir Périer qui a dû les succès de son administration à son culte sévère et tenace à la fois.

— Le même journal approuve les nominations nouvelles, annonçant toutefois qu'il avait espéré davantage. Dans un autre article, il continue à combattre la doctrine de la méfiance contre le pouvoir.

— Le *Journal des Débats* consacre un long article à combattre l'expression *erreur*, appliquée au crime d'Alibaud, comme appartenant à un système qui aurait pour but de diminuer l'importance des crimes politiques et de désarmer devant eux la juste rigueur des lois.

Ainsi que nous l'avons annoncé, M. Génie cesse de remplir les fonctions de chef de la division du secrétariat au ministère de l'instruction publique; on lui avait promis une préfecture; mais, au conseil des ministres, une forte opposition s'est élevée de la part de l'un d'eux contre une nomination qui aurait mis trop en évidence un ami de M. Guizot; il a été décidé que M. Génie serait simplement sous-préfet de Saint-Etienne: c'est une sous-préfecture qui en vaut une autre.

ENCORE LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT ET LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

Ainsi que nous l'avons pressenti, toutes les ambitions s'agitent autour du ministère de l'intérieur, où la place de secrétaire-général, si elle n'est point encore vacante, ne peut tarder à le devenir. Cette anticipation de l'intrigue sur un événement qui n'est pas accompli n'a rien qui doive étonner; cela s'appelle la prévoyance du savoir-faire.

tranger disparaît du sol national, les grands fiefs et les petites royautes se réunissent à la couronne; enfin le grand arbre de la féodalité, après avoir porté tous ses fruits, tombe sous la hache de Louis XI, le bûcheron royal: c'est, comme on le voit, le baptême de la France, qui perd son vieux nom de Gaule; c'est l'enfance de l'ère dont nous sommes l'âge mûr; c'est le chaos d'où sort notre monde.

Il y a plus: c'est que tout pittoresques que soient Froissart, Monstrelet et Juvenal des Ursins, qui remplissent à eux trois cet intervalle de deux siècles, leurs chroniques sont plutôt des fragments réunis qu'une œuvre complète, des journaux quotidiens que des mémoires annuels: point de fil conducteur que l'on puisse suivre dans ce labyrinthe, point de soleil qui pénètre dans ces vallées sombres, point de chemin tracé dans ces forêts vierges; rien n'est centre, ni peuple, ni noblesse, ni royauté; tout au contraire est divergent, et chaque ligne tend à un nouveau point du monde. On saute sans liaison de l'Angleterre en Espagne, de l'Espagne en Flandre, de Flandre en Turquie. Les petits calculs sont si multipliés qu'ils cachent les grands intérêts, et que jamais on n'entrevoit dans cette nuit obscure la main lumineuse de Dieu tenant les rênes du monde, et le poussant invariablement vers le progrès. Ainsi donc l'homme superficiel qui lirait Froissart, Monstrelet et Juvenal des Ursins n'en conserverait en mémoire que des anecdotes sans suite, des événements sans résultats ou des catastrophes sans causes.

Le lecteur se trouve donc enfoncé entre l'histoire proprement dite, qui n'est qu'une compilation ennuyée de dates et de faits rattachés chronologiquement les uns aux autres; entre le roman historique, qui, à moins d'être écrit avec le génie et la science de Walter Scott, n'est qu'une lanterne magique sans lumière, sans couleur et sans portée, et enfin entre les chroniques originales, source certaine, profonde et intarissable, mais d'où l'eau sort si trouble, qu'il est presque impossible à des yeux inhabiles de voir le fond à travers ses flots.

Comme nous avons toujours eu le désir de consacrer une part de notre vie d'artiste à des productions historiques, ce n'est point de nos drames qu'il est question ici; nous nous sommes enfoncés nous-mêmes dans ce triangle, et nous avons songé logiquement au moyen d'en sortir, en laissant la porte ouverte derrière nous. Après avoir étudié l'au-

après l'autre la chronique, l'histoire et le roman historique, après avoir bien connu que la chronique ne doit être considérée que comme source où l'on doit puiser, nous avons espéré qu'il restait une place à prendre entre ces hommes qui n'ont point assez d'imagination et ces hommes qui en ont trop; nous nous sommes convaincus que les dates et les faits chronologiques ne manquaient d'intérêt que parce qu'aucune chaîne vitale ne les unissait entre eux, et que le cadavre de l'histoire ne nous paraissait si repoussant que parce que ceux qui l'avaient préparé avaient commencé par en extraire le sang, puis par enlever les chairs nécessaires à la ressemblance, les muscles nécessaires au mouvement, enfin les organes nécessaires à la vie; ce qui en avait fait un squelette sans cœur.

D'un autre côté, le roman historique, n'ayant pas la puissance de résurrection, s'était borné à des essais galvaniques; il avait affublé le cadavre d'habits à sa guise; se contentant de l'exactitude convenue chez Babin et chez Sanctus, lui avait teint les sourcils, peint les lèvres, étendu du rouge sur les joues, et, le plaçant en contact avec la pile de Volta, lui avait fait faire deux ou trois soubresauts grotesques qui lui avaient donné l'apparence de la vie; ceux-là étaient tombés dans un excès contraire: au lieu de faire de l'histoire un squelette sans cœur, ils en avaient fait un mannequin sans squelette.

La grande difficulté, selon nous, est de se garder de ces deux fautes, dont la première, nous l'avons dit, fut de maigrir le passé, comme l'a fait l'histoire; et, la seconde de défigurer l'histoire, comme l'a fait le roman. Le seul moyen de la vaincre serait donc, selon nous, aussitôt qu'on a fait choix d'une époque, de bien étudier les intérêts divers qui s'y agitent entre le peuple, la noblesse et la royauté; de choisir parmi les personnages principaux de ces trois ordres ceux qui ont pris une part active aux événements accomplis pendant la durée de l'œuvre, que l'on exécute; de rechercher minutieusement quel était l'aspect, le caractère et le tempérament de ces personnages, afin qu'en les faisant vivre, parler et agir dans cette triple unité, on puisse développer chez eux les passions qui ont amené ces catastrophes désignées au catalogue des siècles par des dates et des faits auxquels on ne peut s'intéresser qu'en montrant la manière vitale dont ces dates et ces faits ont pris place dans la chronologie.

Celui qui accomplirait ces conditions aurait donc évité ces deux écueils;

puisque la vérité, tout en reprenant un corps et une âme, serait rigoureusement observée, et puisqu'aucun personnage d'imagination ne viendrait se mêler aux personnages réels, qui accompliraient entre eux seuls le drame de l'histoire. L'art ne serait donc employé alors qu'à suivre le fil qui, en serpentant dans le triple étage de la société, enchaîne les événements les uns aux autres; et l'imagination n'aurait d'autre office que celui de dégager de toute vapeur étrangère l'atmosphère dans laquelle ces événements se sont accomplis, afin que le lecteur, parti du commencement d'un règne et arrivé à sa fin, puisse, en se retournant, embrasser d'un coup-d'œil tout l'espace parcouru entre deux horizons.

Je sais bien que la tâche sera plus rude comme travail, et moins rétribuée comme gloire, puisque la fantaisie n'aura plus rien à faire dans une pareille œuvre, et que toutes ses créations appartiendront à Dieu. Quant à ce qu'on pourrait perdre en intérêt, on le regagnera, nous en sommes certains, en réalité, puisque l'on sera bien convaincu que ce ne sont point des êtres fictifs dont on suivra les traces depuis leur naissance jusqu'à leur mort, à travers leurs amours ou leurs haines, leur honte ou leur gloire, leurs joies ou leurs douleurs.

Terminons cette préface, espèce d'introduction systématique, aux règnes de Philippe de Valois de France et d'Edouard III d'Angleterre, que nous comptons dérouler à nos lecteurs dans une suite périodique de feuilletons (1), par un épisode oriental qui nous revient à la mémoire, et qui complète notre pensée.

Lorsque Dieu eut créé la terre, il eut l'idée, au grand dépit de Satan, qui l'avait regardé faire et qui la croyait déjà à lui, de donner un maître à la création; il forma donc l'homme à son image, lui donna la vie en lui touchant le front du bout du doigt, lui montra l'Eden qu'il habitait; lui nomma les animaux qui devaient lui être soumis, lui indiqua les fruits dont il pouvait se nourrir, puis s'en alla pour aller semer ces milliers de mondes qui roulent dans l'espace. A peine eut-il disparu que Satan entra pour voir l'homme de plus près. L'homme, fatigué de sa création, s'était endormi.

(1) Nos feuilletons du dimanche seront consacrés à des sciences historiques tirées des époques les plus intéressantes de l'histoire de France.

Mais toutes ces ambitions ne sont pas domiciliées à Paris; la province a fourni au moins la moitié des solliciteurs: il y a tant de préfets et même de sous-préfets qui estiment que leur mérite est perdu pour la France au sein d'un obscur chef-lieu, et qui rêvent un plus vaste théâtre!

Aussi, depuis que les démêlés administratifs de MM. de Gasparin et Edmond Blanc ont pris un caractère sérieux, combien de sollicitations, de requêtes, de recommandations en faveur des nombreux candidats qui seuls font valoir de grands services et des droits incontestables, suivant l'usage. M. de Montalivet est importuné, assiégé de ces candidatures, qui compromettent un peu l'administration des préfectures, en arrachant les rivaux à leur travail, à leurs occupations, quand elles ne les ont pas amenés à Paris.

Mais M. de Montalivet n'est pas seul juge, seul arbitre dans cette grande affaire; car il ne s'agit pas ici d'une place modeste, d'un emploi subalterne, dont puisse disposer son initiative ministérielle. Le ministre de l'intérieur doit consulter ses collègues et soumettre au conseil le choix du nouveau secrétaire-général. Toutefois, ce n'est pas tout encore; il faut prévenir le retour des débats fâcheux et du conflit qui entravent en ce moment l'administration, et régler définitivement les attributions respectives du sous-secrétaire d'état et du secrétaire-général.

Ce choix est donc fort délicat, très difficile à faire; et peut-être l'embarras qu'il cause prolongera-t-il encore pendant quelques jours l'agitation administrative de M. Edmond Blanc, parce qu'on suppose qu'un ministre de l'intérieur ne saurait marcher sans un secrétaire-général, comme si l'on n'avait pas déjà vu bien des ministères marcher sans ministres, et des préfectures sans préfets.

On avait songé un moment, il est vrai, à M. de Gasparin lui-même; mais on s'est rappelé qu'il est pair de France, et qu'une place de secrétaire-général n'était pas convenable pour un membre de la chambre haute. L'honneur de la pairie sera donc sauf, et M. de Gasparin ne dérogera pas.

Il a été successivement question de M. Larrégu, préfet de la Haute-Vienne, administrateur fort distingué, et de M. Rozet, préfet de l'Aveyron, ancien avocat aux conseils, auteur d'une Histoire assez médiocre de la révolution de juillet, et qui est assez bien appuyé en haut lieu. On a objecté que l'un avait des précédents un peu trop révolutionnaires de jour comme de nuit, et que l'autre, encore un peu jeune dans la carrière administrative, avait besoin de compléter son éducation.

— On lit dans le National :

« Nous avons reçu aujourd'hui, avec le plus grand étonnement, la visite d'un commissaire de police chargé d'opérer la saisie de notre numéro de ce jour.

« Le commissaire nous a communiqué un extrait de l'ordonnance de saisie, duquel il résulte que deux de nos articles ont paru présenter, l'un le caractère d'apologie d'un fait déclaré crime par les lois, l'autre le caractère d'offense à la morale publique. Hâtons-nous de dire que cette dernière prévention porte sur un article uniquement consacré à la politique, et que, conséquemment, il n'y a rien de commun entre l'erreur que nous aurions pu commettre, et ce que l'on entend parmi les honnêtes gens quand on parle d'un outrage à la morale publique. »

Le journal la France a été saisi aujourd'hui à la poste et dans ses bureaux pour avoir reproduit un article inséré dans le National d'hier.

Le procès-verbal de saisie porte qu'il est accusé d'avoir fait l'apologie de faits qualifiés crimes par la loi, délit prévu par l'art. 8 de la loi du 9 septembre 1835.

DEBATS JUDICIAIRES.

COUR ROYALE DE PARIS. — Appels correctionnels.

Le journal LA MODE.

Audience du 14 juillet. — Présidence de M. Jacquinet-Godard.

On se rappelle que le 3 avril dernier, M. Voillet de Saint-Philbert, gérant du journal la Mode, fut condamné à six mois de prison et à 4,000 fr. d'amende par la cour d'assises de la Seine, pour offenses envers le roi, dans un article intitulé : La ressemblance fâcheuse.

Lui plaidoyer de M. Alfred Dufougerais, défenseur de la Mode, ne pouvant tenir dans un numéro du journal, fut imprimé et publié séparément. La mise en vente en fut annoncée dans le numéro suivant, et le ministère public, considérant cette annonce comme la publication d'une souscription ayant pour objet d'atténuer l'effet d'une condamnation judiciaire, infraction réprimée par l'art. 10 de la loi du 9 septembre 1835, le gérant de la Mode fut cité en police correctionnelle, et la sixième chambre, par jugement du 7 juin, condamna M. Voillet de Saint-Philbert à un mois de prison et à 500 fr. d'amende, minimum de la peine portée par la loi.

Huit jours après, une nouvelle condamnation à deux mois de prison et de 1,000 fr. d'amende vint attendre le gérant de la Mode pour de nouvelles contraventions commises dans l'intervalle de la citation qui lui avait été donnée. M. Voillet de Saint-Philbert a interjeté appel de ces deux jugements, et de son côté le procureur-général a interjeté appel à minima, en ce que la peine infligée au prévenu n'aurait pas été, d'après l'art. 14 de la loi du 18 juillet 1829, être inférieure au double du minimum.

Sur la première affaire, M. Bellevet, avocat de la Mode, a soutenu comme en première instance qu'en publiant le compte-rendu d'un procès en une brochure, le prévenu n'avait aucunement commis une contravention à l'art. 10 de la loi de septembre dernier, et il a conclu au renvoi de son client; mais, après une longue délibération, la cour, adoptant les motifs des premiers juges, et écartant l'appel du ministère public, a confirmé purement et simplement le jugement de première instance.

Sur la seconde affaire, M. Bellevet a cherché à établir que, bien qu'il y ait eu plusieurs publications de listes de souscriptions à la brochure de la Mode, il n'y avait eu qu'un seul fait répréhensible, qu'un seul délit, celui qui venait d'être puni par l'arrêt de la cour.

Mais, adoptant les conclusions de M. Glandaz, avocat-général, la cour, reconnaissant autant de délits qu'il y a eu de publications, condamne Voillet de Saint-Philbert à un mois de prison et 500 fr. d'amende, par chacune des contraventions, qui sont au nombre de cinq; dit que ces condamnations ne se confondront pas avec la précédente, et ordonne l'insertion du présent arrêt dans le plus prochain numéro du journal.

La cour d'assises de la Seine a continué aujourd'hui l'audition des témoins dans l'affaire Dehors. Les dépositions, excepté celle des parties civiles, ont été fort peu à charge pour l'accusé, lequel continue à se défendre avec beaucoup d'habileté. Les plaidoiries commenceront samedi, et l'arrêt ne pourra être rendu que dimanche ou lundi.

NOUVELLES DIVERSES.

La construction de la cathédrale de Saint-Isaac à Saint-Petersbourg se poursuit avec beaucoup d'ardeur. Trois mille ouvriers sont employés chaque jour aux gigantesques travaux de cette église, qui sera l'une des plus belles qui aient encore été vues en Europe.

Diverses tentatives faites à Berlin paraissent n'offrir que peu de chances au succès des forages artésiens. On a pénétré à une profondeur de 800 pieds sans obtenir aucun résultat.

En Espagne, où on croyait les forages artésiens peu répandus, il existe, dit-on, dans les seuls environs de Tarragone, plus de 100 fontaines jaillissantes, fournissant assez d'eau pour pouvoir être utilisées par l'industrie.

On annonce que l'on a découvert un gisement de sel gemme à la Mais n-Rouge, près de Bâle.

Avec Satan l'examina dans tous ses détails avec une attention haïe; que la perfection de ses formes et leur harmonie entre elles ne fit qu'augmenter encore; cependant il ne pouvait lui faire aucun mal physique, car l'esprit de Dieu veillait sur lui; il allait donc s'éloigner, désespérant de posséder ce corps et de perdre cette âme, lorsqu'il s'avisait de frapper doucement par tout ce corps avec son doigt: arrivé à la poitrine, il entendit qu'il sonnait le creux. — Bon, dit Satan, il y a là un vide, j'y n'ai des passions. La femme, comme on le sait, fut formée d'une côte de l'homme.

Enfin l'histoire des passions que Satan mit dans ces poitrines creues que nous allons offrir à nos lecteurs.

ALEX. DUMAS.

— La navigation à vapeur prend journellement un plus grand essor dans la Hongrie. Ce qu'on eût regardé comme un conte il y a dix ans est aujourd'hui un fait positif: on déjeûne à Vienne, et le soir on va au théâtre à Pesth.

— Le choléra règne à Vienne; il enlève deux ou trois personnes par jour. Les malades meurent cette fois très-promptement, en moins de six heures. Les hommes sont moins atteints que les femmes par cette maladie. La mortalité est en général fort grande ici en été. On remarque sur la liste des décès qui se publie ici tous les jours 20 à 25 morts, le double du chiffre ordinaire.

— On prépare en ce moment une chapelle ardente dans l'intérieur de l'hôtel des Invalides pour une messe qui doit y être célébrée le 27 juillet. On assure que S. M. et la famille royale y assisteront.

— Un courrier est parti le 13 de l'ambassade de Russie pour Saint-Petersbourg.

— M. Pozzo di Borgo quitte Paris le premier septembre prochain. Il va faire un voyage de trois mois en Italie; il reviendra ensuite se fixer à Paris. On dit que le but de son voyage est de faire rentrer des fonds placés dans différentes maisons italiennes.

— Un officier du génie est parti hier du ministère de la guerre pour Alger. On le dit porteur d'un nouveau plan, qu'il doit communiquer au général commandant Alger.

— Un savant est parvenu, à l'aide d'un procédé non usité jusqu'ici, non seulement à amener des aiguilles avec la torpille, mais encore à tirer de ce poisson électrique des étincelles assez fortes pour être visibles en plein jour.

— Les travaux pour la distribution des eaux de la Marne marchent avec une grande activité, et bientôt les communes de Vincennes, Nogent-sur-Marne, Fontenay-sous-Bois et Montrouff vont avoir de l'eau épurée et excellente, moyennant les conditions les plus douces.

— On établit en ce moment une ligne de boutiques provisoire à l'extrémité de la partie vague du Carrousel, et venant couper à l'angle droit de la rue du Doyenné.

— La première publication des listes électorales et du jury aura lieu le 13 août prochain; la deuxième, le 1er septembre; la troisième, le 15 septembre; la quatrième, le 1er octobre; et enfin les listes complètement rectifiées et arrêtées, telles qu'elles devront servir pour toutes les opérations de l'année électorale et judiciaire, seront publiées le 20 octobre; mais, conformément à la loi, le dernier délai pour réclamer expire le 30 septembre, à minuit.

VARIÉTÉS.

VAN-DICK AU PALAIS BRIGNOLE.

La ville de Gènes s'était levée avec le soleil de ses plus beaux jours pour assister au mariage du comte Brignole. La danse faisait silence; le môle était désert devant la fontaine de Saint-Christophe; les galères dormaient dans les eaux calmes et bleues qui reflétaient, en le brisant, le péristyle du palais Doria. Tout le bruit s'était réfugié dans la via San-Luca; toute la foule amoncelée dans le voisinage de *dei Bianchi* se dirigeait vers *San Lorenzo*, la cathédrale, en inondant les rues étroites et tortueuses qui étouffaient cette magnificence gothique, écartelée de marbre noir et blanc.

Les Gênois sont belles, mais la comtesse Brignole était plus belle qu'une Gênoise; elle avait dix-huit ans; on n'a jamais vu de plus beaux cheveux noirs que les siens sur un front aussi pur, un plus beau teint sur un visage plus angélique: elle était citée en Italie, à une époque où l'Italie avait tant de femmes à donner en modèles aux artistes ses enfants. Le comte Brignole, l'allié des Durazzo et des Doria-Tursi, avait fait bâtir, dans la strada Balbi, un palais digne de l'adorable femme qu'il épousait. « Elle est plus belle que Vénus, disait-il (on parlait encore de Vénus en ce temps-là), elle est plus belle qu'Alcine; je veux que son palais fasse mourir d'envie Amalthonte et Delos. » Cette prose était poétisée dans un sonnet que l'on récitait, aux applaudissements du peuple, sur la place de l'Annonciade, devant le palais Mari.

L'église de Saint-Laurent resplendissait de lumières; toute la noblesse, sortie de ses palais de marbre, inondait la grande nef et le sanctuaire; la bourgeoisie opulente s'entassait dans les nefs latérales; la populace curieuse se pressait sur l'étroit parvis, sous le porche et à toutes les issues. Personne n'était venu là pour prier; la reine de la fête religieuse se nommait la comtesse Brignole; il était difficile de l'entrevoir agencouillée devant l'autel; mais quand elle se levait, et que, rejetant son voile en arrière, elle se retournait un seul instant vers les nefs, alors un murmure d'admiration montait aux voûtes, avec les notes du chant grégorien, et l'on ne savait plus si la foule adressait un hymne de louanges à la comtesse, ou à la vierge de l'Assomption. C'était le quinze du mois d'août.

On remarquait aussi, à quelques pas devant la rampe du sanctuaire, un jeune homme d'une figure, d'un regard et d'une pose de corps extraordinaires; il n'était habillé ni comme un seigneur, ni comme un bourgeois, ni comme un marchand. Il avait inventé son costume tout d'une pièce, soie et velours noir; son visage était pâle; une moustache délicate noircissait sa lèvre; une barbe pointue tombait de son menton. Il ne s'agenouillait pas, il ne priait pas, il ne s'essayait jamais. Il regardait la belle comtesse avec des yeux d'une mystérieuse expression; il la regardait toujours. Il était immobile, appuyé contre un pilier; et si quelques vives émotions tourmentaient son âme, rien ne transpirait au dehors: à le voir ainsi posé, on l'aurait pris pour un portrait en pied tombé de son cadre, et incrusté sur un pilier de Saint-Laurent. Ce jeune homme était le peintre Antoine Van-Dick.

Il ne parut s'animer qu'au moment où les bannières et les guidons des confréries descendirent du sanctuaire dans la grande nef, et que la statue d'argent de la Vierge, portée par quatre marins de la galère Doria, traversa la foule, comme si elle eût glissé sur les têtes. Après la cérémonie du mariage, la procession commença. La comtesse Brignole marchait après la Vierge; son époux la suivait d'un air singulièrement orgueilleux. Le noble comte était dépourvu de cette spirituelle intelligence que la nature donne à tous les Italiens. Quand il passa devant le peintre Van-Dick, le grand artiste dit au comte Pallavicini: « Ma vie pour un quart d'heure de cet homme! » Personne n'entendit ces paroles; elles se perdirent dans un éternel *Salve regina* que le peuple entonnait avec fureur, en brulant de ses regards la comtesse Brignole, qui faisait des largesses aux bassins de tous les couvents.

Van-Dick se mêla au noble cortège et descendit avec la procession vers le faubourg de Saint-Pierre-d'Arena. C'était au tomber du jour; le soleil s'inclinait sur les belles eaux du golfe Ligurien; les collines resplendissaient d'une douce lumière; les cloches sonnaient à toute volée; les vaisseaux saluaient de leur artillerie les deux vierges triomphantes; les banderoles flottaient à la brise; le genêt et l'encens parfumaient l'air, et lorsque de tous ces bruits joyeux, de tous ces parfums de mer et de collines, de tout ce frémissement de bannières, s'élevait en chœur l'*Ave maris stella*, Van-Dick sentait des larmes sur ses joues et des frissons partout. Il rapportait à une seule femme toutes les voluptés de religion et de poésie que lui donnait cette belle fête, cette mer si calme, ce soir si serein. La comtesse Brignole était encore plus ravissante à cette heure, et Van-Dick était près de s'évanouir d'amour lorsqu'il la voyait gracieusement sourire à la foule, et seconder ses cheveux et son voile sous la pluie de genêts et de roses que les lévites prodiguaient à la vierge de l'Assomption. Le palais Doria ouvrit ses portes au clergé de Saint-Laurent. L'*Ave maris stella* éclata sous les colonnades qui s'avancent sur l'eau; l'hymne virginal fut répété à bord de toutes les galères voisines; il semblait que le ciel, la terre, la mer saluaient d'un chœur immense la jeune épouse, qui étincelait comme un astre sous le portique de marbre du beau palais Doria.

Van-Dick, épuisé d'émotion, sortit des rangs, et monta aux jardins solitaires qui s'élevaient en amphithéâtre derrière le palais, du côté de la statue du Géant. Là, il se recueillit pour penser à ce qu'il avait à faire. Il aimait la comtesse, non d'un amour vulgaire, mais d'une passion d'artiste; il l'aimait depuis deux ans; il avait vu éclore cette belle fleur dans les nymphées du palais Tursi, au milieu des fontaines et des citronniers. Le peintre n'avait rien à offrir à ces familles gênoises, plus opulentes que des rois; il n'avait ni palais de marbre, ni galions dans le port; il s'était donc tenu à l'écart, avec le secret de son amour. Un seul homme avait reçu ses confidences, le comte Pallavicini, noble et généreux seigneur; il aurait donné sa fortune à Van-Dick; mais son palais et sa villa magnifique l'a-

vaient ruiné complètement. Digne siècle, où la noblesse millionnaire se ruinait pour enrichir les architectes! Cela ne s'est plus vu depuis.

La fête, le chant, les cloches, la foule avaient pu distraire Van-Dick. Maintenant, isolé dans la vigie des Doria, il supportait tout le poids brûlant de sa passion. Il regardait la mer, spectacle sublime qui attriste souvent et ne console jamais; il regardait la superbe Gènes, assise au soleil sur ses montagnes, chantant sa joie avec les cloches aériennes, associant, sur la même colline, le couvent austère et la villa pleine de profanes voluptés. Van-Dick fermait ses yeux et frappait son front. Alors une brise lui apportait la mélodie lointaine de la procession; refrain expirant, lézard, purifié dans l'espace, et doux à son oreille comme une parole italienne exhalée des lèvres de l'adorable comtesse Brignole. Van-Dick, la poitrine brisée, se leva vivement, et saisit son épée qu'il avait suspendue à la feuille d'un aloès.

Il descendit du sommet de ce magnifique jardin, escarpé comme une pyramide; il traversa le pont jeté sur la rue, de la treille au palais, et entra dans la galerie où il avait laissé le comte Pallavicini. La galerie était déserte. Van-Dick ne daigna regarder ni les fresques nationales de Périmio di Vaga, ni les statues de Philippe Carlone; il suivit les traces de la procession sur une route de fleurs. Le clergé de Saint-Laurent était depuis long-temps rentré à la cathédrale; la foule était remontée aux maisons; des groupes encore nombreux s'entretenaient du mariage du jour sur la place de l'Annonciade. Van-Dick, en la traversant, entendit prononcer le nom de la comtesse, et exalter sa beauté avec cet enthousiasme bruyant et contagieux qui éclate dans toutes les conversations en plein air chez les peuples du Midi. Il ne s'arrêta pas; la nuit tombait; il se glissa timidement dans la strada Balbi, et une dernière et terrible émotion faillit l'étouffer, lorsqu'il aperçut le palais Durazzo illuminé, pavoié, bordé de belles dames à toutes ses terrasses, et au balcon de ses deux pavillons aériens. Le bal avait commencé après la procession; le délire de la danse ébranlait déjà ce magnifique palais, montagne de marbre toute brodée à jour, toute festonnée, toute pleine d'escaliers agiles et de sublimes colonnades. Van-Dick s'appuya sur le mur du palais Serra, et demeura comme anéanti dans la contemplation. Il souffrait de cette douleur d'artiste, qu'aucun signe, aucun mot, aucune langue ne peuvent exprimer; de cette douleur si cruellement inventée par la nature, afin de punir les hommes d'élite des dons supérieurs qu'ils en ont reçus, et qui leur sont si follement envies par la foule stupide qui ne souffre pas.

Il sortit de sa cuisante rêverie en apercevant, à la lueur des torches, le comte Pallavicini qui descendait le grand escalier; il prit vivement son bras, et l'entraîna dans la petite rue de San-Ciro. — Parle-moi de cette femme; dis-moi, l'as-tu vue?

— Je viens de danser avec elle, dit froidement Pallavicini.
— Donne-moi ta main que je la baise; elle a touché sa main.
— Artiste, tu es fou.
— Je suis au désespoir.
— Le temps te guérira.
— Jamais.
— Il m'a bien guéri, moi! j'ai perdu bien plus qu'une femme; j'ai perdu deux palais...

— Oh! je donnerais toute la strada Balbi pour un baiser de cet ange!
— Si la strada Balbi t'appartenait, tu ferais tes réflexions.
— Je donnerais ma vie.
— C'est plus aisé. Mais voyons, que veux-tu faire? Cette femme est mariée...
— Pas encore.
— Comment pas encore? J'ai signé son contrat de mariage.
— Pas encore, te dis-je!
— Ah! j'entends!... eh! bien! voilà dix heures qui sonnent à Saint-Charles; dans deux heures elle sera mariée...
— Ah! oui! malédiction à ce comte stupide! Eh! que fait-il, lui?
— Lui! il fait le mari; il suit sa femme dans tous les quadrilles; il la dévore des yeux; il lui dit des mots à l'oreille; il regarde à sa montre à chaque minute; il a fait avancer d'une demi-heure la pendule du grand salon du bal; il est heureux, il est fou.

— Et la femme?
— La femme danse; elle est ravie de danser; elle sort du couvent; elle danserait toute la nuit et tout le lendemain...
— Paraît-elle avoir de l'amour pour son...?
— Elle danse, te dis-je; quand une jeune femme danse, elle ne pense qu'à elle, à sa toilette et à son danseur.

— Folle!... et c'est pour ces êtres là que nous nous consumons, que nous incendions nos poitrines, que nous perdons nos âmes, que nous brisons nos corps!... et puis elles viennent nous dire qu'elles aiment mieux que nous!... Atroce dérision!... leur amour d'amante n'est que de l'amour-propre; leur amour d'épouse, qu'une conspiration de toilette; leur amour de mère, qu'un instinct commun de la nature... Oh! je déraisonne; ma tête brûle; ma cervelle se fond: soutiens-moi, ou je me brise le front sur ce pavé.

— Mon pauvre ami!
— Oh! j'ai la clouée au front une idée intolérable! une idée qui est un tison; une idée que je ne puis éteindre!... dans deux heures!...
— Ecoute, parlons d'autre chose... As-tu vu la marine d'Arazzi qu'on vient de recevoir à la villa Scoglietto?...
— Non... Arazzi fait des marines?... Dans deux heures! un homme...
— Il n'excellait pas dans les marines...
— Il n'excellait dans rien...
— Ah! voilà de l'injustice d'artiste! Sa Bataille du palais Doria est un chef-d'œuvre.

— Son coloris est faux... Entends-tu? entends-tu? la musique ne joue plus; le bal est fini... Viens, rentrons à la strada Balbi...
— C'est un intermède!... on ne peut pas toujours danser; en ce moment on se repose; on dansera jusqu'au jour...
— Oui, les autres; mais elle?...
— Elle... elle aussi, peut-être... Comment trouves-tu les fresques de Perino di Vaga?... Aimes-tu ce talent?...
— Non... C'est commun, c'est grossier d'exécution... il n'y a que du grotesque dans la peinture de ces exploits maritimes des Doria... Eh bien! la musique ne reprend pas... C'est fini! fini!...
— Cela va recommencer... Je veux te faire un cadeau... le dernier tableau qui me reste... c'est une vierge de Giordano...
— Viens, allons au palais Durazzo.

— Que dis-tu de Giordano?
— Un barbouilleur... un peintre de galères... Garde ton tableau... Mon Dieu! quelle horrible journée!... l'église, l'encens, les fleurs, l'*Ave maris stella*, la mer, la prière, les folies, le bal, l'amour, l'amour inexorable! C'est un jour chauffé avec les flammes de l'enfer pour moi; pour les autres, embaumé par les roses du paradis... Allons chez Durazzo... viens.

Ils remontèrent la petite rue escarpée de San-Ciro, et ils s'assirent sur un bloc de marbre qu'on travaillait pour le palais Serra. La musique du bal retentissait de nouveau; mais il y avait sur les terrasses moins de bruit, moins de foule, moins de joie.

— C'est l'agonie du bal, dit Van-Dick, d'une voix sourde; c'est la mienne aussi...

— Il se leva vivement.
— Tiens, regarde là... regarde ces quatre croisées que l'on ferme... Sais-tu quelle est cette chambre?... Je le sais, moi!... C'est la chambre du maître!... Comte Pallavicini, êtes-vous mon ami?
— Ton amié, c'est tout ce qui me reste de ma fortune; j'y tiens.
— Eh bien! écoute: la nuit court, l'heure brûle; le sang gonfle mon cœur; je vais mourir si tu ne m'assistes. Monte au palais Durazzo, demande à parler au comte en secret, qu'il soit au salon ou dans sa chambre, debout ou levé. Tu lui diras que l'ennemi de son père, le marquis de Gippino l'attend au puits de la vallée du Lebrino, avec son épée et son poignard; que Gippino se rend en toute hâte à Florence, et ne s'arrête qu'un instant sous les remparts de Gènes pour ce duel à mort; qu'un refus sera une infamie pour lui; un retard, une lâcheté. Va, va! les lumières s'éteignent; les femmes accompagnent la comtesse au lit nuptial; point de réponse, va.

— J'y vais, dit froidement Pallavicini.
Le comte Brignole recevait les adieux de quelques jeunes seigneurs ses intimes, lorsqu'il vit entrer mystérieusement Pallavicini, qui lui fit un signe du doigt. Ils se retirèrent à l'écart dans un de ces

pavillons qui dominent la rue. Pallavicini prit un air grave, et dit au comte :
— Connaissez-vous le marquis Gippino ?
— Je ne le connais pas, dit le comte, mais je sais qu'une haine mortelle a régné entre mon père et lui.
— Son fils vous attend au puits de la vallée du Lerbino; il m'a pris pour son second; avant que vos amis ne s'éloignent tous, choisissez le votre.
Le comte Brignole demeura muet.
— Comte Brignole, ma parole est-elle assez claire ?
— Je ne refuse pas satisfaction à un Gippino; je la lui donnerai demain.
— Demain votre ennemi sera sur la route de Florence, et il publiera partout votre déshonneur.
— Voilà un singulier moment pour un cartel! Eh bien! soit; je lui demande une heure;.....
Il se dirigeait vers sa chambre; la camériste de la comtesse venait d'en sortir, le sourire aux lèvres.
— Une heure! dit Pallavicini, en l'arrêtant; je n'ai pas le pouvoir de vous donner une minute de répit; nous avons déjà même perdu beaucoup de temps.....
— Mais au moins le temps d'embrasser ma femme.....
— Rien; le temps de prendre vos armes, voilà tout; chaque minute qui s'écoule ôte un grain d'or à votre blason.
— Voilà une tyrannie inconcevable! je reconnais bien là les Gippino, tels que mon père me les a dépeints cent fois. Voici mon épée: allons! Il se retourne vers le groupe d'amis qu'il venait de quitter, et dit :
— San-Gallo, je vous prie de m'accompagner jusqu'à l'église de la Consolation.
— Vous allez faire votre prière bien loin avant de vous coucher, dit San Gallo, en riant.
— C'est ainsi, répliqua froidement le comte; voulez-vous m'accompagner ?
San-Gallo, comprenant à demi l'affaire, ne répondit plus et marcha vers l'escalier.
Les trois acteurs de cette scène descendirent à la rue et marchèrent silencieusement jusqu'à la poterne; là, ils trouvèrent un homme enveloppé d'un manteau qui paraissait les attendre. — C'est notre champion, sans doute, dit le comte Brignole. — C'est lui, répondit Pallavicini. — Vous connaissez donc Gippino ? — Nullement; il m'a rencontré dans la strada Balbi; il m'a demandé si j'étais noble; il m'a expliqué son affaire, j'ai accepté. — Vous avez bien fait; au moins, avec vous, nous n'aurons pas à craindre de guet-apens. — C'est ce que j'ai pensé. — Merci.
On entra dans la campagne; Van-Dick marchait le premier, en avant d'une vingtaine de pas; il s'arrêta dans un petit bois de tamaris, dont les sombres rameaux augmentaient encore l'obscurité de la nuit. — C'est donc ici, comte Gippino, que vous inaugurez votre champ d'elos, avec ceux de ma noble maison. Van-Dick mit l'épée à la main et ne répondit pas. — Je vous prévins, continua Brignole, que je vais me défendre vigoureusement, car je ne veux pas faire une veuve la première nuit de mes noces. Van-Dick bondit sur le terrain et se mit en garde. Les deux adversaires, l'un brave comme un grand artiste, l'autre adroit comme un spadassin de bonne maison, croisèrent aussitôt le fer. Le combat ne fut pas long; Van-Dick reçut un violent coup d'épée dans le bras droit; faible de constitution et déjà prédisposé aux atteintes de la phthisie qui le consuma jeune encore; épuisé d'ailleurs par toutes les angoisses de ce terrible jour, il tomba de faiblesse sur le gazon. — Je vais vous envoyer un chirurgien, dit froidement le comte Brignole, et il partit avec San Gallo.
Pallavicini profita de ses soins au malheureux artiste blessé. — Mon ami, lui dit Van-Dick, j'ai assez d'argent pour racheter ton palais et ta villa; je te le donne. Cours après cet homme, et bats-toi avec lui; tu seras plus heureux que moi, tu le tueras.
— Ton sang coule, il faut que j'arrête ton sang: calme-toi!
— Laisse-le couler, mon sang; laisse-moi mourir... Sais-tu bien qu'il va rentrer en triomphe dans son palais; que des pleurs de joie, que des caresses de feu l'attendent là-bas; que le paradis va s'ouvrir pour lui, l'enfer pour moi? Vas, te dis-je; atteins cet homme avant qu'il soit aux remparts!
— Calme-toi, calme-toi! te dis-je: demain nous recommencerons. Laisse-moi te panser.
— Ah! tu as peur!
— Allons! voilà qu'il m'insulte maintenant!
— Eh bien! je vais courir après lui, moi.... laisse.... laisse.... je vais.... malédiction!
Il s'évanouit.
Lorsqu'il revint à lui le jour commençait à poindre sur la crête des Apennins. — Quel horrible songe! Ce furent ses premiers mots.
Il promena dans la campagne des regards effarés, et baïsa les mains de Pallavicini en les arrosant de larmes; puis, désignant du doigt le gazon ensanglanté, il sourit avec amertume, et leva les yeux au ciel avec une expression que les grandes âmes seules savent donner à leur visage dans les heures de désespoir consommé.
— Te sens-tu assez fort pour rentrer en ville? dit Pallavicini.
— Oui... mais que faire en ville maintenant?... Tout est perdu... Regarde comme le soleil se lève riant! comme la nature est joyeuse! J'ai entendu chanter l'Alouette ce matin dans un rêve... Dieu nous fait toujours de ces ironies-là... Que lui importe mon malheur, à la nature?... Si elle prenait son crépe noir à chaque être qui souffre, ce serait un deuil éternel... C'est bien! c'est bien! habille-toi d'azur et d'or, beau ciel d'Italie, cela réjouit la misère de tes enfants.
— Je crois que nous pourrions rentrer, observa tranquillement Pallavicini.
— Oh! toi, tu es de marbre, comme la villa que tu as fait bâtir... As-tu aimé quelquefois ?
— Cent fois; mais de ta force, jamais.
— As-tu aimé des femmes qui t'ont montré de l'amour, et se sont mariées avec d'autres ?
— Certainement.
— Eh bien! qu'as-tu fait alors ?
— Je me suis consolé.
— Tiens, c'est singulier; ta parole me calme. Donne-moi ta main que je la serre, tu me fais du bien.
— Vive Dieu! te voilà en convalescence! Prends mon bras, et gagnons la ville en nous promenant. Ecoute: la comtesse Bri...
— Oh! ne prononce pas son nom!
— Soit; la comtesse est belle, belle à ravir, c'est vrai; elle a un teint rose transparent, des yeux lumineux et azurés comme le golfe de Gènes, des lèvres de corail, des dents de perles, un cou d'ivoire, des épaules sculptées avec amour, une taille, oh! une taille!... Je ne connais qu'une femme qui ait une taille comme celle-là, c'est la Vénus de ton ami Titien de Venise. Quant à son esprit, à ses qualités du cœur et de l'âme, tu ne m'en as jamais parlé; je vois que tu t'en soucies fort peu. Ah! je vous reconnais bien là, jeunes artistes! vous n'êtes que des hommes de chair. Eh bien! je vous prends comme vous êtes. Donne-moi vingt-quatre heures, je te donne une autre comtesse Brignole.
— Oh! tais-toi! tais-toi! impossible!
— Impossible! je veux te donner mieux que la comtesse Brignole... Moi, j'ai perdu mon palais; qu'on m'en donne un plus beau, et je me console de la suite, foi de grand seigneur!... Bon! tu souris; nous allons mieux. Laisse de côté tes alouettes qui chantent, et la nature qui se moque de toi; parle raison. Mon ami, toutes les comtesses d'Italie ne valent pas le sang qui vient de tes veines d'artiste.....
— Mais voyons, de quelle autre femme veux-tu me parler ?
— Bénie soit Notre-Dame-du-Remède, qui demeure dans la rue où nous allons entrer! nous sommes guéris!... Ah! tu t'intéresses déjà à une autre femme!...
— C'est curiosité pure....
— J'entends... eh! mon Dieu! l'amour d'un artiste n'est, je crois, qu'une curiosité délirante. Si la Vénus de la villa Adriani était enfouie à mille pieds sous terre, tu te ferais fossoyeur au grand soleil pour l'exhumer, la voir, et l'embrasser le premier....
— C'est vrai.
— Vous êtes des hommes maîtrisés par vos sens; aussi votre inconstance est passée en proverbe; vous vous faites un musée de maîtresses, comme un cabinet de tableaux; c'est votre métier, vous étudiez la nature; vous

ne voyez qu'un beau modèle là où un autre homme verrait l'objet idéal et rêvé d'une platonique et immortelle passion. Eh! bien! je veux te donner un modèle qui ferait draper de jalousie la Vénus Aphrodite dans son bain.
— Son nom ?
— Tu le sauras demain. Aujourd'hui guéris ta fièvre, et dors.
En causant ainsi, les deux amis étaient arrivés à la porte de leur maison, sur la place de l'Annonciade, par des rues détournées. La ville était encore plongée dans le sommeil. Un chirurgien fut appelé; il trouva la blessure fort légère, malgré la grande abondance de sang répandu. Il ne conseilla pour régime que vingt-quatre heures de repos.
Le lendemain, à midi, un domestique, à la livrée des Brignole, porteur d'une missive, entra dans l'appartement de Van-Dick. Pallavicini habillait l'artiste, qui était encore faible et bien pâle. Le comte Brignole pria Van-Dick de se rendre à son palais.
— Voilà un étrange incident, dit le peintre; que me veut le comte ?... Il ne me connaît pas; il ne m'a jamais vu.
— Il faut aller voir, dit Pallavicini. Veux-tu que je t'accompagne ?
— Certainement, je n'irai pas seul;.... c'est quelque piège infernal. Le comte s'est douté de quelque chose.... Oh! vite, vite, au palais Durazzo.
— C'est bien fâcheux; je crains une rechute pour toi; tu vas la revoir, et....
— Elle, la revoir? jamais! jamais! Je verrai le comte; je n'ai besoin de voir que le comte.... Oh! la revoir! J'expirerais devant elle de honte, de jalousie, de désespoir.... Viens....
— Tu n'es pas assez calme pour brusquer ainsi cette visite.... Nous devrions attendre demain ou ce soir....
— Pas une minute de plus....
— Hélas! nous voilà retombés.
— Oh! tu ne me connais pas! C'est fini, te dis-je; ce n'est plus qu'un souvenir, un rêve pénible.... Allons à Durazzo.
— Allons!
Van-Dick s'était habillé magnifiquement; mais l'éclat de son costume ne pouvait dissimuler sur sa figure sa souffrance et son agitation; il était horriblement pâle, et sa démarche, qu'il s'efforçait de rendre hardie, était chancelante, comme celle d'un convalescent. Il avait enfoncé la main de son bras blessé dans un creveu du pourpoint, comme par contenance; il s'appuyait de l'autre sur la rampe de marbre de l'escalier du palais; Pallavicini le suivait en soupirant.
Il fut introduit dans la galerie, où le comte ne se fit pas attendre. — Seigneur Van Dick, dit-il en courant vers lui, veuillez bien excuser mon indiscrétion; j'ai appris que vous étiez de retour dans notre ville; je n'avais pas eu l'honneur de vous y connaître à votre premier séjour: aussi me suis-je empressé de vous offrir cette fois mon amitié et mon palais. Durazzo est l'hôtelier des grands artistes, n'est-ce pas, comte Pallavicini ?
Van Dick s'inclina et ne répondit rien: il était bouleversé.
— Je vous prie de prendre un fauteuil, messieurs, continua le maître du palais; j'ai à vous parler d'une petite affaire, à vous, seigneur Van-Dick. Je me suis marié avant-hier; sans fatuité, je puis dire que c'est un mariage d'inclination; je veux que notre intimité se forme sous des auspices dignes de votre talent et de ma fortune; je veux que vous fassiez le portrait de ma femme. Quand même je couvrirais votre toile de sequins, je serais toujours votre obligé.
Van Dick s'inclina de nouveau. Ce silence fut interprété comme timidité d'artiste en face d'un grand seigneur.
— Quel jour le modèle pourra-t-il se mettre à votre disposition ?
— Aujourd'hui; je suis prêt, répondit Van-Dick d'une voix éteinte.
— Vous êtes charmant, seigneur artiste; vous allez au-devant de mes vœux. Vous trouverez dans mon atelier des toiles toutes prêtes; je veux un portrait en pied, comme celui de la marquise de Velletri, que vous avez peint, et qui est un chef-d'œuvre, comme tout ce que vous faites.... Ah! dites-moi, comte Pallavicini, comment avez-vous laissé notre champion du Lerbino? donnez-moi de ses nouvelles.
— Il est parti ce matin pour Florence.
— C'est un spadassin payé par les Gippini; j'ai su cela. Mes ennemis ont voulu me faire assassiner le jour de mes nocces; c'était bien imaginé. Messieurs, soyez assez bons pour m'attendre ici un moment; je vais vous amener ma femme.
Et il entra dans ses appartements.
Van-Dick et Pallavicini se regardèrent quelque temps sans parler.
— Un bon conseil, Van-Dick, le veux-tu ?
— Oui.
— Pars.
— Impossible! Que dirait le comte ?
— Que t'importe ?
— Il me croira fou.
— Dans un quart d'heure tu le seras tout-à-fait.
— Je m'abandonne à mon destin.
— Mais songe que tu es blessé, que ta main ne peut manier le pinceau.
— Je peindrai de la main gauche.
— Tu es pâle, tu souffres, tu es agonisant; tu vas périr à l'œuvre....
— Tant mieux.
La porte s'ouvrit, et la comtesse entra.
On aurait dit qu'elle illuminait la galerie des rayons de son éblouissante beauté. Pallavicini, lui-même, reprima une exclamation de surprise qui lui était arrachée, car il ne l'avait jamais vue si belle. Elle portait une robe de soie noire brochée; ses épaules et ses bras étaient à découvert, et l'étoffe faisait merveilleusement ressortir leur blancheur lumineuse. Elle salua d'un sourire céleste les deux étrangers, et s'adressant à Van-Dick, elle lui dit avec une grâce incomparable: — Maître, je suis à vos ordres; c'est bien de l'honneur pour moi de poser devant vous.
— Passons à l'atelier, dit le comte Brignole, le seigneur Van-Dick choisira ses palettes, ses toiles et ses pinceaux. Les quatre acteurs de cette scène entrèrent dans l'atelier, qui était contigu à la galerie.
— Maintenant, poursuivit le comte, vous êtes chez vous; nous permettez-vous de rester ?
Van-Dick n'appartenait plus à la terre; il ne répondit pas; mais Pallavicini, prenant en pitié l'amour de son ami, dit avec le plus grand sang-froid au comte: « Je connais Van Dick; il faut le mettre à l'aise; il n'aime pas peindre devant témoins; sortons.
La comtesse et Van-Dick restèrent seuls dans l'atelier.
— Je ne connais rien de beau comme votre portrait de la marquise de Velletri, dit la comtesse d'un ton familier, comme pour engager leste-ment la conversation.
— Je ferai tous mes efforts pour mériter votre approbation, répondit timidement le peintre.
— Elle vous est acquise d'avance. Je ne la connais pas, la marquise de Velletri; est-elle bien ?
— Je ne l'ai jamais vue, madame....
— Comment? vous avez fait son portrait.
— Ah! la marquise.... Excusez-moi, madame, je suis tout à ma palette, à mes couleurs.... elle est assez bien, je crois.
— Il paraît que vous oubliez facilement vos modèles.... Oh! vous allez me peindre assise! je n'aime pas cette pose; je veux être debout, riante, et une fleur à la main. Cette robe vous plaît-elle ?
— Non, madame.
— Ah! vous la trouvez trop sombre peut-être ?
— J'aime mieux celle que vous portiez, l'an dernier, à la fête du palais Doria.
— Vous étiez au palais Doria le jour des Rogations ? Ah! je ne vous ai pas vu.
— J'ai eu l'honneur de danser avec vous, de vous parler.... Il paraît que vous oubliez aussi facilement vos danseurs que moi mes modèles....
— C'est charmant! j'ai eu tant de danseurs, moi.
— Et moi tant de modèles.
— Vous êtes piqué, seigneur Van-Dick, excusez une plaisanterie....
Mais si nous causons toujours, mon portrait n'avancera pas.
— Votre portrait est fini, madame.
— Fini! vous n'avez pas donné un seul coup de pinceau.
— Fini depuis un an. Nous pouvons sortir.
Van-Dick se leva, salua la comtesse et marcha vers la porte.
— Sérieusement vous sortez ? dit la comtesse.

— Je sors, et vous me permettrez d'emporter la clé de l'atelier; je veux rentrer ce soir pour mettre la dernière main à votre portrait.
— Faudra-t-il que je pose ?
— C'est inutile; le portrait est fait.
— Quand me donnerez-vous le mot de cette énigme ?
— Demain.
— Dois-je en parler à mon mari ?
— Comme vous voudrez.
— Je n'en dirai rien.
— Ce sera mieux.
Van-Dick ferma la porte de l'atelier à double tour, et fut rejoindre sur la terrasse le comte Pallavicini. — Voilà une première séance bien courte, dit Brignole. — Je viendrai ce soir faire la dernière, répondit le peintre. — C'est vraiment d'une merveilleuse facilité.
Van-Dick et Pallavicini sortirent du palais; et, quand ils eurent dépassé l'église Saint-Charles, Pallavicini interrogea brusquement son ami.
— Voyons, comment te trouves-tu ?
— Guéri.
— Complètement ?
— Il ne me manque plus que le remède dont tu m'as parlé.
— Tu l'auras !
— Une folle échappée du couvent! une étourdie qui vous tue à chaque mot! deux jours de mariage, et les allures d'une coquette de quarante ans!
— Bien, bien! mais il faut persister dans cette conversion....
— Oh! sois tranquille.... Comment nommes-tu cette personne dont tu m'as tant parlé ?
— Ce soir nous la verrons; je te le promets....
— A ce soir, donc; attends-moi devant Saint-Charles à sept heures. J'ai une affaire à terminer.
Van-Dick courut chez lui, et détacha du mur de son alcove un tableau sans cadre et voilé: c'était le portrait en pied de la comtesse Brignole, qu'il avait peint de souvenir; magnifique chef-d'œuvre, exécuté dans le délire d'une ardente passion; seulement on s'apercevait que la main si ferme de l'artiste avait tremblé sur le sein de l'adorable femme, et que l'émotion de l'amant avait trahi la vigueur ordinaire de son pinceau.
Van-Dick s'enveloppa de cette toile comme d'un vêtement; jeta son manteau par dessus, et retourna au palais Durazzo. Il traversa hardiment la galerie sans se faire annoncer, ouvrit l'atelier, et plaça dans un cadre le portrait de la comtesse. Puis, appelant un domestique, il lui dit : — Annoncez à M. le comte que le portrait de sa femme est terminé. Et il sortit.
Quelques jours après, il épousait la fille de lord Ruthwen, comte de Gorée; mariage qu'il improvisa, grâce aux actives et intelligentes négociations de Pallavicini. Mais le pauvre artiste avait été blessé au cœur: il mourut de phthisie, à l'âge de quarante ans. Les femmes ont tué beaucoup d'artistes, et les artistes n'ont jamais tué de femmes.
Telle est l'histoire qui m'a été contée un jour au palais Durazzo, à Gènes, devant le portrait de la comtesse Brignole, peint par Van-Dick.

MERY.

BULLETIN COMMERCIAL.

HUILES.—PARIS, 13 juillet.—Huile de colza disp. 124. Courant du mois 125. Août, 127. Quatre derniers mois, 131 à 130.
LILLE, 116 à 116 30; voit., 6 50.
SAVONS.—PARIS, 13 juillet. — Savon disp., 120 f. Escompte, 9 0/0. Ordres de livraisons, esc., 8 0/0.
ROUEN, 12 juillet, 112,10 p. 0/0.
VINS ET SPIRITUEUX.—PARIS, 13 juillet. — 3/6 disponible et cours du mois, 142 50. Août, 142 50 à 143. Quatre derniers mois, 150.

BOURSE DU 14 JUILLET.

Même froideur dans les affaires sur tous les fonds. Le 3 et le 5 p. 100 ont légèrement fléchi au comptant et à terme; plusieurs des autres fonds n'ont pas même été cotés.
AU COMPTANT, le 3 p. 100 a baissé de 5 c., et le 5 p. 100 de 10 c. — Les obligations de la ville ont baissé de 2 fr. 50 c., et la caisse hypothécaire de 5 fr. — Les actions de la banque et les Quatre-Canaux n'ont pas varié.
La dette active d'Espagne a baissé de 1/8, la dette passive de 1/4, et la rente de Naples de 3 c. — L'emprunt romain a haussé de 1/4, et la prime sur les actions de la banque de Bruxelles de 1/8.
FIN DU MOIS, le 3 p. 100 et le 5 ont baissé de 5 c., la rente de Naples de 15 c., et le 3 p. 100 portugais de 1/8.
Après la bourse, à 4 heures 1/2, 80 fr. 60 c. demandé, 62 c. 1/2 offert.

FONDS PUBLICS.	AU COMPTANT.		FIN DU MOIS	
	pr. cours.	dern. cours	pr. cours.	dern. cours
FRANCE, 3 o/o j. du 22 juil.	liquid. fin cour.	80 35	80 50	
Avant la hausse 80 f. 65.....	pr. fin cour.	80 35	80 65	80 60
Après la hausse 80 f. 65.....	pr. fin cour.	80 35	80 65	80 60
1 p. o/o j. du 22 juil.	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
4 1/2 p. o/o j. du 22 juil.	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
5 p. o/o j. du 22 juil.	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Empr. nat. 1851, 5 p. o/o.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Bons du Trésor à échéance.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Actions de la Banque, j. de juillet.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
R. de la ville de Paris 5 p. o/o, j. de juillet.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Obli. de la ville de Paris, 1855, j. de juillet.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
4 p. o/o ann. tirage de prime.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
AUTRICHE. Métallique 5 p. o/o.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Obligations pontificales de l'empr. de 1854.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
5 p. o/o empr. de 1854, cert. Rodolphe, j. du 1 juil. 1854.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
BELGIQUE. Obli. 1853.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
5 p. o/o j. du 1 juil. 1853.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Actions de la Banque, j. du 1 juil. 1853.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
ESPAGNE. 4 p. o/o cortés, j. du 1 mai 1854.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Obli. r. 1853, 5 p. o/o j. du 1 juil. 1853.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Rentes perp. 5 p. o/o, j. du 1 juil. 1853.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Rentes 3 p. o/o.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Dette d'Etat (sans intérêt).....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Corps de Cent.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Nouveaux émis.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Dette active 5 p. o/o consol.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Jouissance du 1 mai 1854.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Dette passive.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
ÉTATS-ROIS. Obligat. 1851 5 p. o/o liquid.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Jouiss. du 1 juil. 1851.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
ÉTATS-UNIS d'Am. Obli. 1857.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Obligations de la B. d'Am. 1858.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Jouissance du 1 juil. 1858.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
HAITI. Ann. 1858, 6 o/o, j. du 1 juil. 1858.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
HOLLANDE. 2 1/2 o/o ann. payable à Paris, liquid.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
j. du 1 juil. 1858.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
5 o/o cert. Metall. fr. et comp. payable à Paris.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
NAPLES (duché).....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Jouissance du 1 juil. 1858.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Change à f. 40 par ducat.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
PIEMONTE. Obligat. 1854, intérêt 4 o/o.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Jouissance du 1 juil. 1854.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
PORTUGAL. Ob. ped. 1853, 5 o/o.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Jouissance du 1 juil. 1853.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Dijon 3 o/o 1853, jouissance du 1 juil. 1853.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Obli. miguél. 1853, 5 o/o, j. du 1 juil. 1853.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
PRUSSE. Obligations de l'emprunt de 1852.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Repart du comptant à la liquidation prochaine.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Trois p. o/o.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Cinq p. o/o.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Naples.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	
Portugal 5 p. o/o.....	liquid. fin cour.	105 50	105 50	

D'un mois à l'autre, 25 1/2 35.
Le Rédacteur en chef, gérant responsable, ÉMILE DE GIRARDIN
Imprimerie de KATHUNE et ELON, rue de Valenciennes, n. 36.